



UNION REGIONALE  
DES SYNDICATS  
DE L'EDUCATION  
NATIONALE  
URSEN CGT

UNION LOCALE CGT  
RENNES SUD EST  
5, rue de la SAUVAIE  
35000 RENNES

FEDERATION DE  
L'EDUCATION, DE  
LA RECHERCHE ET  
DE LA CULTURE



## **Déclaration de la CGT au Conseil Académique de l'Éducation Nationale**

**(Rennes, le 19 novembre 2019)**

**Madame la Préfète, Mesdames les Vice-Présidentes, Monsieur le Recteur, Mesdames et Messieurs,**

**Vendredi 8 novembre un étudiant, Anas K., a tenté de se suicider en s'immolant devant un bâtiment des CROUS de Lyon. Dans le texte qu'il a publié avant de passer à l'acte il met en cause ses conditions de vie extrêmement précaires, et, plus globalement, les conditions de vie et d'études de toutes et tous les étudiant-e-s.**

**Aujourd'hui 20 % des étudiant-e-s vivent sous le seuil de pauvreté, près de la moitié d'entre elles et eux travaillent en parallèle de leurs études pour pouvoir vivre. Face à cette réalité et à la montée de la précarité le gouvernement baisse les APL, diminue le fond social lycéen, supprime l'observatoire national de la pauvreté... et augmente les bourses de 1 % alors que le coût de la vie étudiante augmente de 2 % ! Les CROUS, sous-financés par l'État, manquent de moyens humains et financiers pour répondre aux besoins et difficultés des étudiant-e-s et mener à bien leurs missions de service public. Le parc de logement étudiant est totalement insuffisant, quand des bailleurs privés s'engraissent en proposant des logements à des prix prohibitifs.**

**Par ses réformes structurelles et idéologiques (Loi ORE, Réforme de la voie professionnelle, du lycée, etc.), ses choix d'organisation et budgétaires, le gouvernement rend de plus en plus difficile l'accès de toutes et tous aux études supérieures, à la formation et à la qualification. Comme la CGT le dénonce depuis le début, on est bien loin de la « Liberté de choisir son avenir professionnel » ! Le gouvernement instaure ou renforce la précarité de toute la population : jeunes, travailleur-euse-s, privé-e-s d'emploi, retraité-e-s. Dans son message Anas demande « Et après ces études, combien de temps devons-nous travailler, cotiser, pour une retraite décente ? », il revendique les 32 heures de travail hebdomadaire pour travailler moins, travailler mieux et travailler toutes et tous.**

**La FERC CGT poursuit son combat, avec les jeunes et les personnels, pour l'accès de toutes et tous à une éducation et un enseignement gratuit, laïque et émancipateur. Elle soutient les mobilisations en cours pour dénoncer une précarité qui désespère, tue et soulève la colère.**

Car derrière les larmes générées par les disparitions récentes de personnels de l'Éducation Nationale qui se sont donné-e-s la mort sur leur lieu de travail ou d'études, et dont le nombre minimisé avec un cynisme méprisant par le Ministre Blanquer, se cache une gronde légitime qu'aucune bienveillance ne saurait faire taire, et certainement pas celle dictée par les nouveaux maîtres de l'École qui ont mis depuis longtemps déjà l'enseignement sous la coupe des marchés financiers !

Alors ne nous étonnons pas que l'apaisement social ne soit toujours pas au rendez-vous, quand des droits disparaissent ou sont bafoués par le passage en force de lois mettant fin aux conquits sociaux, comme la loi dite de « la transformation de la Fonction Publique » votée en catimini cet été qui renforce le pouvoir hiérarchique sur les agents et met un terme à toute transparence dans la gestion des carrières et du mouvement des personnels, rendant invisibles ainsi les représentant-e-s légitimes des personnels que nous sommes après avoir été élu-e-s démocratiquement lors des dernières élections professionnelles, et transformant de facto caduque le dialogue social tant chéri par les mêmes qui entretiennent le monologue de la persuasion injonctive.

Et nous ne sommes pas convaincus à l'heure où se met en place la gestion des ressources humaines de proximité dans notre académie de la disponibilité des 23 conseiller-e-s choisi-e-s pour répondre à chaque sollicitation des collègues du second degré en difficulté dont l'accompagnement et le soutien devront se réaliser à l'instant T, d'autant si l'interlocuteur n'est pas le bon. Et, leur répartition sur une partie du territoire, et non sur toute la Bretagne comme indiqué sur le site de l'académie, ne permettra pas non plus d'être efficaces au plus près des personnels des secteurs de Pontivy, Loudéac, Ploërmel et Redon. En attendant, à moins que cela ne préfigure déjà la prochaine carte de l'Éducation Prioritaire académique, ces oublié-e-s devront prendre leur souffrance en patience, avec les collègues du premier degré pour une année encore.

Dès lors, ne soyons pas surpris non plus de la perte de sens des missions et des métiers vécus par les personnels de l'Éducation Nationale, couplée à l'orientation contrainte des élèves acculé-e-s à suivre un parcours adapté, conseillé et établi par des interlocuteurs/trices moins compétent-e-s et plus éloigné-e-s de la réalité, que leur prépare « le nouveau monde jupitérien », en fermant les CIO, en généralisant les parcours des publics déstabilisant l'équilibre nécessaire à la cohésion sociale du groupe classe tout au long de l'année scolaire, en accompagnant fébrilement au titre du handicap ou au regard des flux migratoires des élèves loin de structures adaptées avec des moyens à la hauteur de leur réelle intégration.

Et comme le rapporte l'UNICEF, aujourd'hui en France près de 40 000 enfants handicapés ne sont pas scolarisés, environ 15 000 enfants sont sans domicile fixe avec leurs familles, des centaines de mineur-e-s isolé-e-s sont mis-e-s à la rue, quand des dizaines d'autres subissent la rétention du fait du statut migratoire de leurs parents, durablement traumatisés par cette expérience. La CGT vous demande, monsieur le Recteur, de bien vouloir nous transmettre prochainement le bilan du CASNAV, ainsi que l'orientation prévue des moyens dédiés aux développements de l'UP2A dans notre académie.

Alors, comment croire qu'une École inclusive soit possible lorsque l'on maltraite une partie de ses personnels, comme les collègues AESH qui attendent en vain un vrai statut et des conditions de travail à visage humain, et qui souffrent de ne pouvoir vivre avec un salaire décent. C'est la raison pour laquelle, ils/elles seront mobilisé-e-s dès demain, mercredi 20 novembre, accompagné-e-s et soutenu-e-s par la CGT, car l'Histoire nous a souvent rappelé par le passé que l'Éducation reste le premier besoin d'un peuple après le pain et il n'est jamais très sain pour une démocratie que l'un voire les deux viennent à manquer.

Et comment prétendre, au nom du 100% numérique pour lequel les lycées attendent toujours des dotations équitables en matériel suffisant pour étudier, ou lorsque des CDI restent fermés une grande partie de la semaine, comme au collège de Plounéour-Ménez, que l'ensemble des élèves sont placé-e-s sur le même piédestal de l'égalité des chances dans l'académie de l'excellence et de la réussite.

Les fermetures prochaines de l'EREA de Taden et du collège Beaufeuillage de St Brieuc, la découverte de présence d'amiante et/ou de radon dans nos écoles n'inverseront malheureusement pas ce triste diagnostic !

Dans ces conditions ne feignons pas de croire que l'École serait à l'origine de la désaffectation du plein emploi en stigmatisant ses personnels rendus responsables des sorties prématurées d'élèves déboussolé-e-s quand les moyens constants dédiés à la formation ne suffisent plus à leur garantir un avenir radieux sous le soleil du bien-être au travail et du bon vivre ensemble.

Car la nouvelle carte des formations professionnelles 2020 proposée ce jour dans cette instance, et rejetée par la CGT au CREFOP d'hier, n'est que l'accompagnement de la réforme « Blanquer » de la voie professionnelle du lycée mise en place dès cette rentrée scolaire, porteuse de reculs majeurs pour les personnels et les élèves. En effet, pour la CGT, elle tourne le dos à la perspective d'une voie professionnelle du lycée permettant tout à la fois insertion professionnelle et poursuites d'études en baissant les horaires élèves et en réduisant drastiquement les enseignements disciplinaires. Les « dernier-e-s de cordées » sont les premier-ère-s sacrifié-e-s par le ministère.

Aussi, cette cartographie des formations, telle qu'elle continue à se profiler, correspond-elle vraiment à la volonté de redessiner les territoires bretons au plus proche des établissements scolaires publics et de proximité, des transports et des logements, notamment en milieu rural, ou ne répond-elle pas plutôt aux desiderata des entreprises des bassins d'emploi, et pour lesquelles, nous n'aurions pas l'assurance, à plus ou moins long terme, de leur pérennité locale au gré de leur appétit financier ?

C'est pourquoi, la CGT ne peut cautionner un tel projet qui, à n'en pas douter, consistera à fournir une main-d'œuvre malléable et corvéable à merci pour des tâches à accomplir, et non plus à former les futures salarié-e-s assis-e-s sur des emplois qualifié-e-s avec la disparition des diplômés ou de leur transformation en livret d'ouvrier, ne garantissant plus l'assurance d'une équité nationale en termes de salaires et d'égalité professionnelle salariale Femmes/Hommes, sans parler d'une hypothétique retraite garantie pour toutes et tous.

C'est aussi dans ce contexte, que la CGT vous demande, Monsieur le Recteur, de répondre favorablement aux doléances des collègues contractuel-le-s des CFAEN de pouvoir maintenir leur salaire à l'identique avant de signer leur nouveau contrat de travail et de poursuivre leur mission dans les supports GRETA à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020, et de bien vouloir nous recevoir rapidement accompagné-e-s de nos collègues CFC qui vous lancent un véritable appel au secours face à la surcharge de travail générée par ces contre-réformes. Une co-intervention institutionnelle contribuerait au chef d'œuvre escompté, car si tout est question d'excellence et de réussite pour les élèves dans notre académie, c'est avant tout grâce aux talents de leurs formateur/trice-s !

Enfin, la CGT voulait rendre hommage ici à la belle expérience de vie de l'humoriste, homme de théâtre, romancier et historien costarmoricain, Jean Kergrist, tantôt « clown atomique », tantôt « clown chomdu » ou « Ministre des affaires étranges » mis en scène aux quatre coins de France et d'Europe dans son TNP (Théâtre National Portatif), décédé jeudi 14 novembre et inhumé à l'instant où se tient ce CAEN.

Nous gardons bon espoir de le retrouver parmi nous le jeudi 5 décembre prochain, lors de l'acte I de la pièce théâtrale jouée massivement en France dans cette épique époque contre le projet mortifère de réforme des retraites qui nous tiendra en haleine jusqu'à l'épilogue de son retrait total, afin de partager avec nous comme il l'aurait souhaité un happy end hivernal !

Merci de votre attention.